



**ENJEUX ACTUELS ET IMPLICATION DE L'AGRONOMIE : QUELLES
CONSÉQUENCES SUR LES POSTULATS ET POSTURES DES
AGRONOMES ?**

1. LES ENJEUX « REELS »

- Hyper-urgence climatique, crise de la biodiversité
- Inégalités alimentaires inter et intra nationales
- Enjeux économiques pour une partie des exploitations françaises
- Précarité démocratique
- Evolutions géopolitiques
- Techno-solutionnisme et technophobie
- Interactions entre les écosystèmes

2. LES ENJEUX « PERÇUS » (SURTOUT POUR LA RECHERCHE ET LA R&D)

2. LES ENJEUX « PERÇUS »

- **Accroissement de la finalisation de la recherche par la compétitivité économique nationale et européenne**

PEPR d'accélération : 2Md€ pour la recherche

Qu'est-ce qu'une stratégie d'accélération France 2030 ?

Véritable accélérateur d'innovation doté de 54 Mds €, France 2030 combine deux logiques d'interventions distinctes mais complémentaires. D'une part, l'État finance de façon pérenne les organismes d'enseignement supérieur, de recherche et d'innovation afin de leur donner de la visibilité sur le long terme et créer un terreau fertile d'où naîtront spontanément les innovations de demain... D'autre part, le Gouvernement choisit de conduire des investissements exceptionnels dans des secteurs ou technologies d'avenir, pendant et après la relance : ils prennent la forme de stratégies nationales unifiées et globales, activant plusieurs leviers (fiscaux, normatifs, financiers...) et qui répondent à des besoins d'innovation prioritaires ou des failles de marché.

Des stratégies nationales concertées et globales pour plus de lisibilité et d'efficacité de l'intervention publique.

A travers ces stratégies, l'objectif est de permettre à l'Etat, en collaboration avec les acteurs économiques, sociaux et locaux, de définir ses priorités d'investissements dans des secteurs ou technologies d'avenir. A cet effet **tous les leviers** (financements, normes, recherche, formation...) seront mobilisés dans une stratégie cohérente et globale grâce à un pilotage interministériel confié au Secrétariat général pour l'investissement, permettant de garantir une mise en œuvre efficace et rapide. Ces priorités d'investissements accompagneront l'effort du plan de relance et seront évolutives afin de faire face aux nouveaux défis qui peuvent surgir sur le long terme.

Cette logique dite « dirigée » du Programme d'investissements d'avenir consiste donc à cibler quelques secteurs, marchés ou technologies prioritaires afin d'en soutenir les étapes clés de développement selon la maturité des innovations, depuis leur conception jusqu'aux conditions de leur déploiement, favorisant ainsi une meilleure articulation entre amont et aval des politiques d'aide à l'innovation.

2. LES ENJEUX « PERÇUS »

- Accroissement de la finalisation de la recherche par la compétitivité économique nationale et européenne
- **Partiellement en relation avec le point précédent, effort politique et parfois financier concentré sur quelques sujets techno-scientifiques considérés comme cruciaux : quantique, IA, spatial, en particulier**

Plan quantique 2021 - 2025 : 1.8 Md€ dont 1Md publics



Dernière édition



Newsletters



Mes Régions

LA TRIBUNE

Menu

Économie ▾

Finance ▾

Tech & IA ▾

Énergie & industrie ▾

Transport

Tech & IA

Intelligence Artificielle

Un milliard d'euros pour le quantique, 550 millions pour les semi-conducteurs : Emmanuel Macron dégage un nouveau plan innovation

Amélie CHARNAY

Publié le 22 mai 2026 à 07:00

Gigafactories IA Européennes : Comment le Plan à 200 Milliards d'Euros de l'UE Veut Briser la Domination Américaine dans la Course à l'Intelligence Artificielle

 NADIA DUBOIS / 1 APRIL 2026 / 35, MATÉRIEL

La Commission européenne passe à l'offensive dans la course mondiale à l'intelligence artificielle. Avec un plan d'investissement de **200 milliards d'euros** baptisé InvestAI et la construction de **4 à 5 gigafactories IA** dotées chacune de 100 000 puces, l'Europe entend rattraper son retard face aux géants américains et chinois. Mais entre ambitions souveraines, contraintes énergétiques et lobbying industriel, le chemin vers l'autonomie technologique européenne s'annonce semé d'embûches. Analyse approfondie d'un tournant stratégique pour le continent.

L'USINEDIGITALE

Intelligence artificielle

Cybersécurité

Big Tech

Robotique

Cloud

Accueil > Souveraineté

Trop dépendante, l'Europe contre-attaque : Bruxelles dégage un plan massif pour enfin maîtriser les puces, le cloud et l'intelligence artificielle



Recevez l'actu essentielle de la cybersécurité et du droit des données tous les jeudi avec notre newsletter Cyber Insider. [Inscrivez-vous gratuitement !](#)

La Commission européenne a présenté son paquet "souveraineté numérique" destiné à réduire les dépendances numériques de l'Union. Au programme : un Chips Act 2.0, un Cloud and AI Development Act, une stratégie européenne pour l'open source et une feuille de route visant à accélérer la numérisation du secteur économique. Bruxelles entend ainsi renforcer ses capacités industrielles dans les technologies jugées stratégiques.

Alice Vitard

Publié le 3 juin 2026 à 14h55

Partager ▾

Publicité

2. LES ENJEUX « PERÇUS »

- Accroissement de la finalisation de la recherche par la compétitivité économique nationale et européenne
- Partiellement en relation avec le point précédent, effort politique et parfois financier concentré sur quelques sujets techno-scientifiques considérés comme cruciaux : quantique, IA, spatial, en particulier
- **Injonction à internationaliser/européaniser la recherche française, pour des raisons à la fois budgétaires et de compétitivité scientifique**

« Entre 2014 et 2023, la France a bénéficié de 11 % des financements du programme Horizon 2020 et de 12 % des financements du programme Horizon Europe, soit bien moins que sa contribution au budget de l'Union européenne, qui s'élève à 17,5 % »

Cour des comptes



LA MOBILISATION DES FONDS EUROPÉENS EN MATIÈRE DE RECHERCHE : LES PROGRAMMES HORIZON 2020 ET HORIZON EUROPE

Un effort à accentuer
2014-2024

Communication à la commission des finances
de l'Assemblée nationale

2. LES ENJEUX « PERÇUS »

- Accroissement de la finalisation de la recherche par la compétitivité économique nationale et européenne
- Partiellement en relation avec le point précédent, effort politique et parfois financier concentré sur quelques sujets techno-scientifiques considérés comme cruciaux : quantique, IA, spatial, en particulier
- Injonction à internationaliser/européaniser la recherche française, pour des raisons à la fois budgétaires et de compétitivité scientifique
- **Soudaine préoccupation de souveraineté, parfois mais pas toujours liée à la question de la compétitivité, qui dans le champ de l'agriculture et de l'alimentation est très visible dans la parole publique**

LOI N° 2025-268 DU 24 MARS 2025 D'ORIENTATION POUR LA SOUVERAINETÉ ALIMENTAIRE ET LE RENOUVELLEMENT DES GÉNÉRATIONS EN AGRICULTURE

« La souveraineté alimentaire s'entend comme le maintien et le développement des capacités de la Nation à produire, à transformer et à distribuer les produits agricoles et alimentaires nécessaires à l'accès de l'ensemble de la population à une alimentation saine, et le soutien des capacités exportatrices contribuant à la sécurité alimentaire mondiale.

REVUE NATIONALE STRATÉGIQUE 2025

DEUXIÈME PARTIE : UNE AMBITION 2030 ACTUALISÉE, APPUYÉE PAR DES MOYENS ADAPTÉS	31
Ambition 2030 actualisée	32
OS 1 Une dissuasion nucléaire robuste et crédible	35
OS 2 Une France unie et résiliente : contribuer au réarmement moral de la Nation pour faire face aux crises	39
OS 3 Une économie qui se prépare à la guerre	45
OS 4 Une résilience cyber de premier rang	49
OS 5 La France, allié fiable dans l'espace euro-atlantique	53
OS 6 La France, un des moteurs de l'autonomie stratégique européenne	57
OS 7 La France, partenaire fiable de souveraineté et pourvoyeuse crédible de sécurité	63
OS 8 Une autonomie d'appréciation et une souveraineté décisionnelle garanties	67
OS 9 Une capacité à agir dans les champs hybrides	71
OS 10 La capacité d'emporter la décision dans les opérations militaires	75
OS 11 Une excellence académique, scientifique et technologique au service de la souveraineté française et européenne	79

Cinq priorités

Au carrefour d'enjeux de souveraineté majeurs

- **Souveraineté alimentaire :**
 - Dimensions quantitatives : agroterrorisme, dépendance énergétique et aux engrais importés, partage des ressources (eau...)
 - Sécurité sanitaire des aliments
 - Alimentation et santé des populations
- **Maintien des services rendus par les massifs forestiers français et européens :**
 - Etat dégradé (climat, sanitaire...)
 - Attente forte sur la biomasse produite
 - Services écosystémiques (filtration, régulation climatique, biodiversité...)
 - Combiné avec un enjeu économique de filière
- **Préservation et affectation des ressources :**
 - Sols : maintien d'un potentiel productif, enjeu de services écosystémiques, risques d'accaparement
 - Eau : qualité de la ressource, impact sur la souveraineté alimentaire, conflits d'usage
 - Biomasse : conflits d'usage

Et d'enjeux de souveraineté technologique

Priorité 1 : Souveraineté alimentaire

- **Objectif (au regard de la souveraineté) :**
 - Permettre une satisfaction des choix et des besoins alimentaires des populations sous contrainte du dérèglement climatique
 - **Lien aux travaux de l'agence :**
 - Priorité E issue de la prospective programmatique sur l'alimentation
« Adaptation au changement climatique et transition agroécologique pour la souveraineté alimentaire »
 - Priorité B issue de la prospective programmatique sur l'alimentation
« Evaluation et activation de leviers pour des systèmes alimentaires plus durables et favorables à la santé »
 - Fiches RNS « Eau et sécurité alimentaire » et « Agroterrorisme »
 - **Livrables :**
 - Court terme : Cartographie des risques pathogènes et toxiques et évaluation des impacts ; simulation territorialisée couplant projections climatiques, ressources en eau et agronomie pour les filières agricoles et aquacoles ; leviers d'adaptation de l'agriculture/aquaculture/pêche
 - Long terme : Système de surveillance et d'alerte de risques pathogènes ou toxiques ; sécurisation de la production agricole
- **Niveau :** National/Européen
 - **Type :** Programme de recherche stratégique
 - **Filière :** agricole et agroalimentaire
 - **Décision publique :** Politiques agricole, agroalimentaire et de défense
 - **Budget :** 20-100M€

Priorité 2 : Alimentation et santé

- **Objectif (au regard de la souveraineté) :**

- Préserver la santé des populations

- **Lien aux travaux de l'agence :**

- Priorité A issue de la prospective programmatique sur l'alimentation « Impact des exposomes alimentaires sur la santé »
- Fiche RNS « Prévention et lutte contre les actions malveillantes, criminelles ou terroristes ciblant les filières destinées à la production d'aliments et d'eaux destinées à la consommation humaine »

- **Forces/Faiblesses :**

- Forces : cohortes ; plateformes analytiques ; études sur consommations alimentaires ; dispositifs collecte selles ; bases de données aliments ; plans de contrôle/surveillance ; excellence académique ; Faiblesses : fragilité des infrastructures ; insuffisante interopérabilité, ouverture et spatialisation des données ; fragmentation des recherches entre disciplines ; faible structuration des recherches sur l'exposome socio-comportemental ; plateformes analytiques sous-dimensionnées ; approches de recherche fragmentées.

- **Livrables :**

- Court terme : réévaluation des impacts sanitaires des différentes composantes de l'exposome alimentaire ; méthodes de détection des molécules et organismes pathogènes
- Long terme : révisions réglementaires et politiques publiques pour l'ensemble des facteurs liés à l'exposome alimentaire ; dispositifs de surveillance, outils de traçabilité
- Renforcement des infrastructures

- **Niveau :** National (Européen)
- **Type :** Programme de recherche stratégique
- **Filière :** agroalimentaire
- **Décision publique :** Politiques agroalimentaire et de santé publique
- **Budget :** 100-500M€ avec soutien cohortes sur le long terme

Priorité 3 : Technologies critiques pour l'alimentation et l'environnement

- **Objectif (au regard de la souveraineté) :**

- Garder une autonomie sur les biotechnologies, enjeu multi-domaines essentiel pour les industries de demain

- **Lien aux travaux de l'agence :**

- Fiches RNS « Fermentation de précision », « vésicules extracellulaires » et « Biotechnologies et intelligence artificielle »

- **Forces/Faiblesses :**

- Forces : excellence académique, pôles et infrastructures de pointe ; Faiblesses : absence de plan stratégique coordonné, manque de soutien pour passer de la preuve de concept à l'application et dans les secteurs à forte intensité capitalistique

- **Livrables :**

- Court terme : développement de plateformes et démonstrateurs industriels
- Long terme : développement de filières opérationnelles

- **Niveau :** Européen
- **Type :** Programme de recherche stratégique et industriel
- **Filière :** biotechs
- **Décision publique :** Politique industrielle
- **Budget :** 100-500M€ : 50M€ pour phase 1 puis idem pour phase 2 incluant travaux TRL 3 à 6, co-financement privé

Priorité 4 : Forêts du futur

- **Objectif (au regard de la souveraineté) :**

- Souverainetés climatique, énergétique, industrielle

- **Lien aux travaux de l'agence :**

- Travail en cours de définition d'un projet de programme en complément du PEPR FORESTT

- **Livrables :**

- Long terme : connaissances permettant de sauvegarder les écosystèmes forestiers, de tenir nos engagements climatiques, et de dynamiser la filière bois

- **Niveau :** National (Européen)
- **Type :** Programme de recherche stratégique
- **Filière :** forêts/bois
- **Décision publique :** politiques climatique, d'aménagement du territoire, plus soutien filière industrielle
- **Budget :** 20-100M€

Priorité 5 : Chimiodiversité du vivant et intelligence artificielle

- **Objectif (au regard de la souveraineté) :**

- Souveraineté nationale en bioressources

- **Lien aux travaux de l'agence** : Fiche RNS

- **Forces/Faiblesses :**

- Forces : hot spots de biodiversité (DROM-COM), Infrastructures de biodiversité et collections biologiques ; réseau scientifique dense sur les produits naturels ; plateformes analytiques et omiques ; compétences en apprentissage automatique et modélisation symbolique ; écosystème industriel dynamique
- Faiblesses : fragmentation des bases de données et absence d'interopérabilité entre plateformes ; insuffisance d'outils IA adaptés ; chaîne de valeur incomplète ; faible visibilité internationale des initiatives françaises

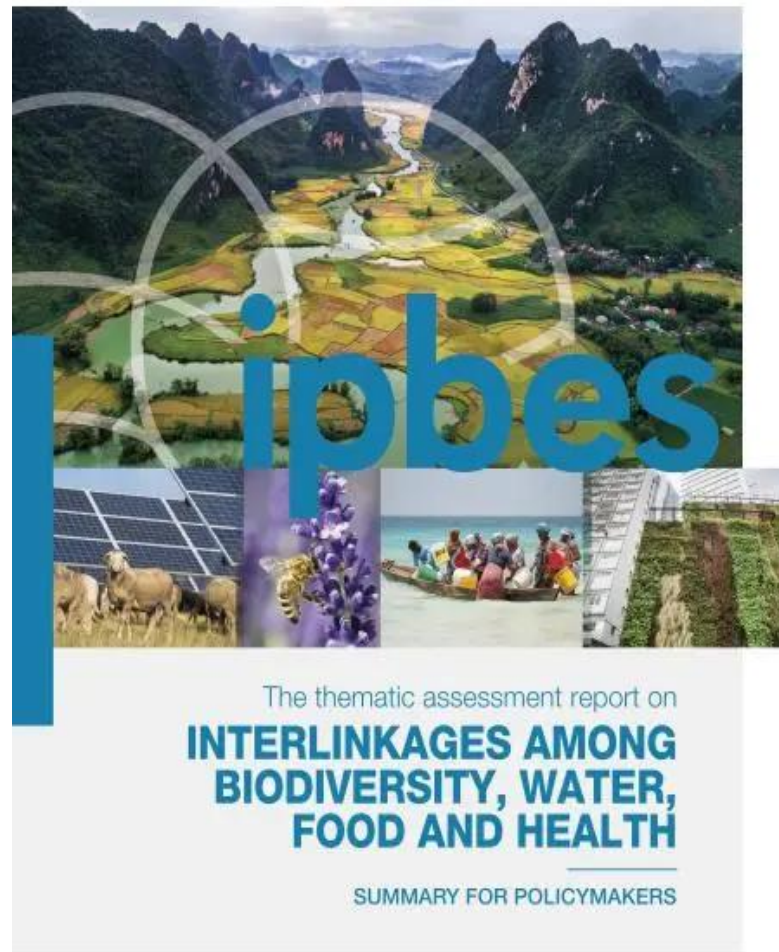
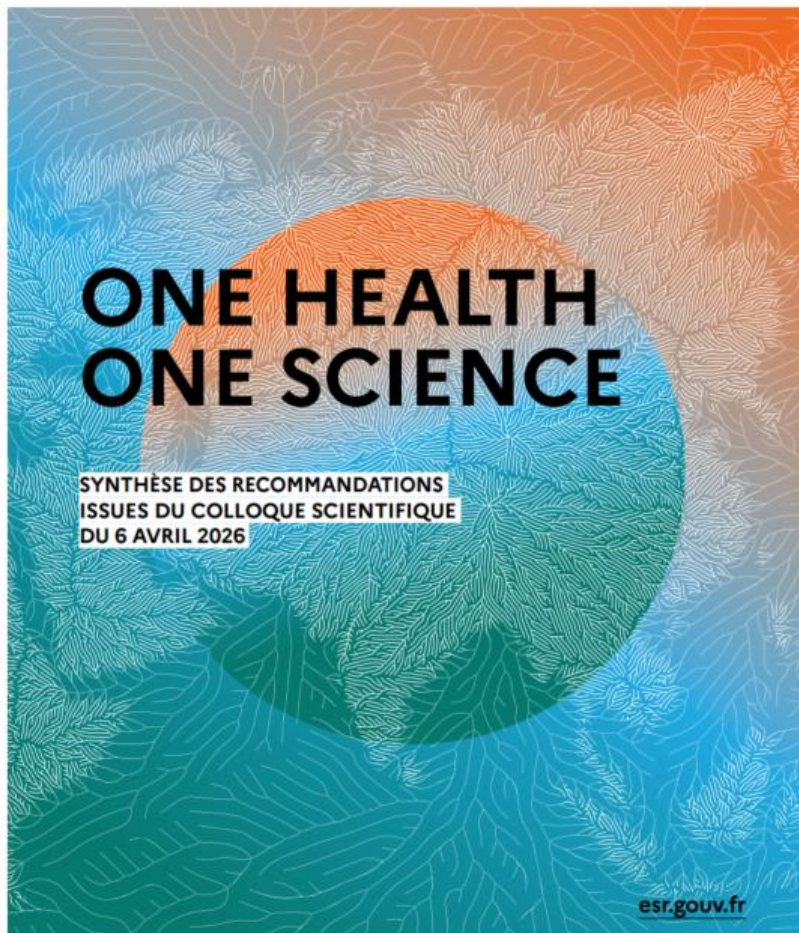
- **Livrables :**

- Court terme : inventaire multi-omique complet des ressources naturelles françaises
- Long terme : jumeau numérique complet de la biosphère métabolique française (plantes, insectes, microbes, milieux marins, DROM-COM) ; IA générative pour la bioconception moléculaire et enzymatique ; robotisation des workflows biologiques

- **Niveau** : National
- **Type** : Programme de recherche stratégique et industriel
- **Filière** : Filières médicament, chimie verte, alimentation, cosmétique...
- **Décision publique** : politique industrielle
- **Budget** : 100-500M€ : 50M€ phase 1 ; >100M€ phase 2 développement industriel, cofinancement privé

2. LES ENJEUX « PERÇUS »

- Accroissement de la finalisation de la recherche par la compétitivité économique nationale et européenne
- Partiellement en relation avec le point précédent, effort politique et parfois financier concentré sur quelques sujets techno-scientifiques considérés comme cruciaux : quantique, IA, spatial, en particulier
- Injonction à internationaliser/européaniser la recherche française, pour des raisons à la fois budgétaires et de compétitivité scientifique
- Soudaine préoccupation de souveraineté, parfois mais pas toujours liée à la question de la compétitivité, qui dans le champ de l'agriculture et de l'alimentation est très visible dans la parole publique
- **Renforcement d'approches visant à décloisonner les recherches pour une meilleure contribution à des finalités caractérisées par un décloisonnement des objets : une seule santé, ou encore nexus climat/biodiversité/alimentation/santé/eau mis en avant par l'IPBES**



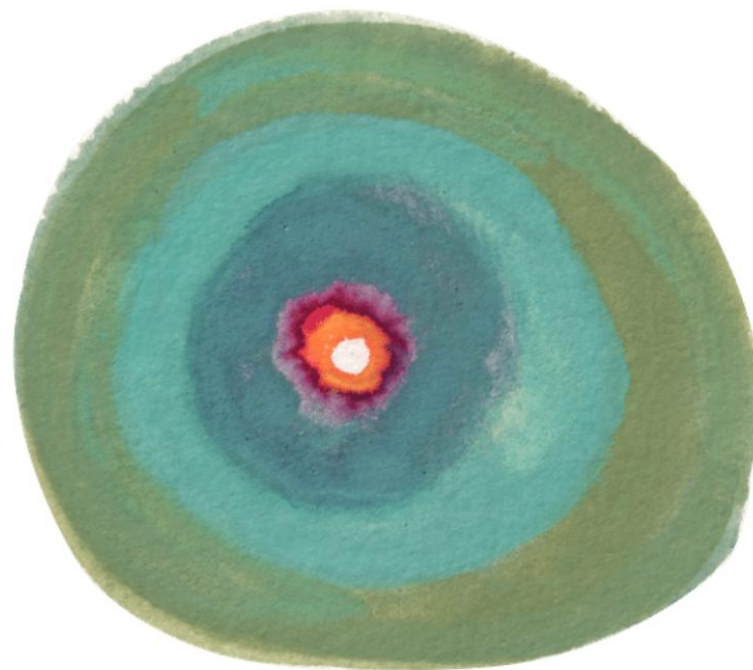
2. LES ENJEUX « PERÇUS »

- Accroissement de la finalisation de la recherche par la compétitivité économique nationale et européenne
- Partiellement en relation avec le point précédent, effort politique et parfois financier concentré sur quelques sujets techno-scientifiques considérés comme cruciaux : quantique, IA, spatial, en particulier
- Injonction à internationaliser/européaniser la recherche française, pour des raisons à la fois budgétaires et de compétitivité scientifique
- Soudaine préoccupation de souveraineté, parfois mais pas toujours liée à la question de la compétitivité, qui dans le champ de l'agriculture et de l'alimentation est très visible dans la parole publique
- Renforcement d'approches visant à décloisonner les recherches pour une meilleure contribution à des finalités caractérisées par un décloisonnement des objets : une seule santé, ou encore nexus climat/biodiversité/alimentation/santé/eau mis en avant par l'IPBES
- **Consolidation d'épistémologies alternatives, en particulier les sciences de la durabilité**

2026 Conference

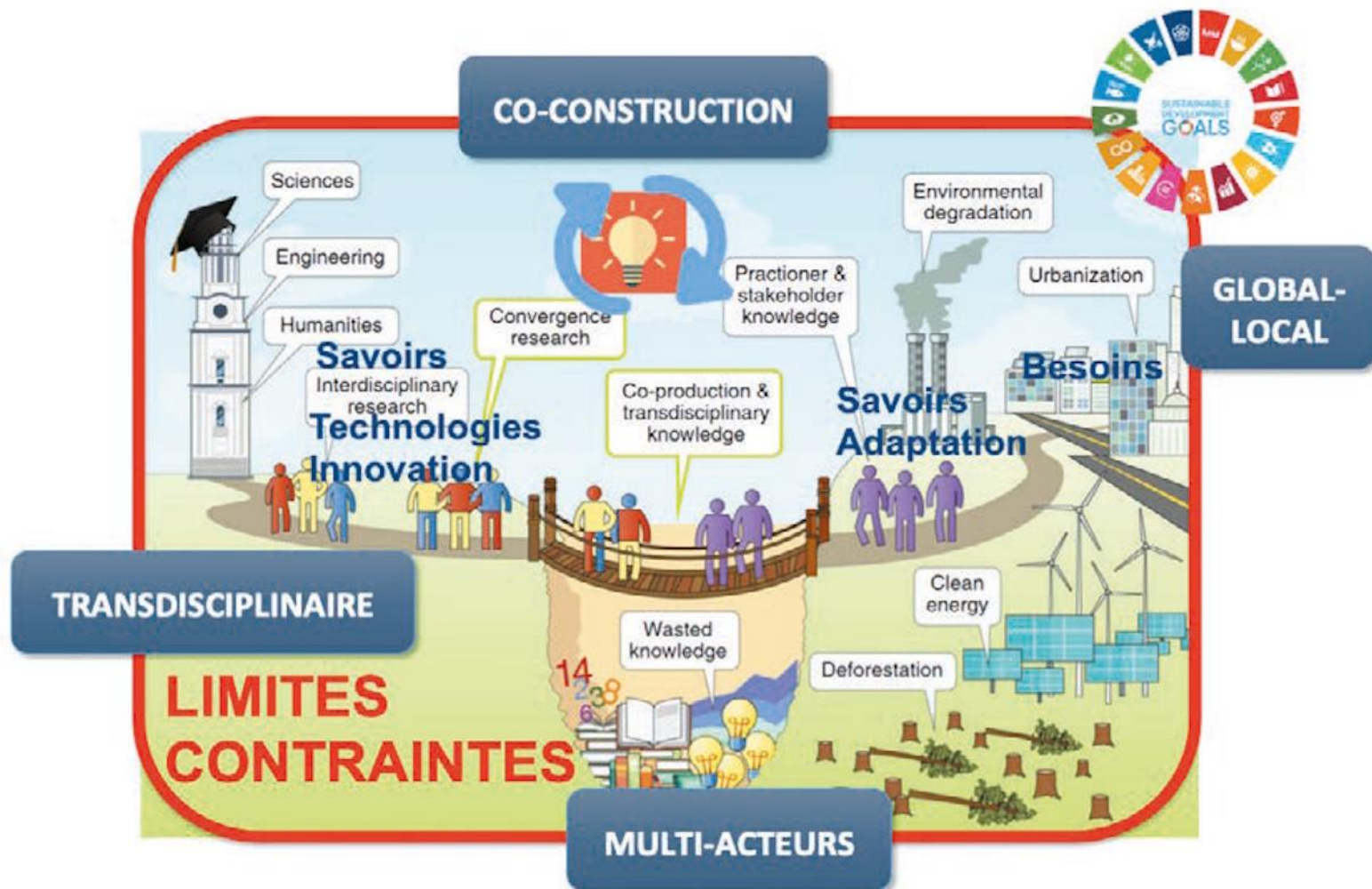
Towards a just and habitable world: exploring the role of technology

Our Sustainability Science Conference, previously at the French level, is now evolving into a larger event co-organized for June 2026 with the University of Lausanne and the Centre des Politiques de la Terre (Université Paris-Cité) to offer a reflective space for the European sustainability science community.

[All Activities](#)

« Officiellement apparue comme un domaine de recherche à part entière au début du XXI^e siècle, la science de la durabilité s'intéresse aux interconnexions complexes entre les systèmes naturels, sociaux et techniques, et à la manière dont ces interactions affectent, dans le temps et l'espace, les systèmes de maintien de la vie sur la planète, le développement socio-économique et le bien-être humain. Cette science constitue un terme parapluie regroupant des activités aussi diverses que l'acquisition de nouvelles connaissances fondamentales, la recherche d'applications technologiques, l'innovation socio-culturelle, un changement de gouvernance ou la définition de nouveaux modèles sociaux et économiques. La science de la durabilité s'appuie ainsi sur une recherche « problème-centrée », qui trouve sa source dans la confrontation avec des situations du monde réel, plutôt que dans les dynamiques propres aux disciplines scientifiques qu'elle mobilise. Cette approche permet une meilleure compréhension globale des grands enjeux de durabilité de nos sociétés, avec l'ambition d'apporter des éléments de réponse aux 169 cibles des Objectifs de développement durable (ODD). En tant que domaine de recherche, la science de la durabilité possède son propre corpus de concepts et de méthodes, ses revues scientifiques, ses colloques et ses experts ».

Dangles et Fréour, 2023



Dangles et Fréour, 2023

2. LES ENJEUX « PERÇUS »

- Accroissement de la finalisation de la recherche par la compétitivité économique nationale et européenne
- Partiellement en relation avec le point précédent, effort politique et parfois financier concentré sur quelques sujets techno-scientifiques considérés comme cruciaux : quantique, IA, spatial, en particulier
- Injonction à internationaliser/européaniser la recherche française, pour des raisons à la fois budgétaires et de compétitivité scientifique
- Soudaine préoccupation de souveraineté, parfois mais pas toujours liée à la question de la compétitivité, qui dans le champ de l'agriculture et de l'alimentation est très visible dans la parole publique
- Renforcement d'approches visant à décloisonner les recherches pour une meilleure contribution à des finalités caractérisées par un décloisonnement des objets : une seule santé, ou encore nexus climat/biodiversité/alimentation/santé/eau mis en avant par l'IPBES
- Consolidation d'épistémologies alternatives, en particulier les sciences de la durabilité
- **Réactivité exacerbée à la santé humaine**



MERCI DE VOTRE ATTENTION !